

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Pr Ondo Ossa : entre enjeux électoraux et rejet du sentiment anti-français

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

C'EST à la faveur d'une conférence de presse qu'il a organisée mardi 28 février dernier que le Pr Albert Ondo Ossa s'est longuement

prononcé sur les élections à venir (présidentielle, législatives, locales). Axée sur le thème : "Les vrais enjeux de l'élection présidentielle de 2023", cette conférence de presse a été l'occasion pour l'universitaire de rappeler à l'assistance que "les élections auront bien lieu dans les délais

constitutionnels. Reste juste au pouvoir à en fixer les dates, c'est de son ressort". Et d'ajouter que "nous ne devons nullement nous tromper d'enjeu, ni de cible". Sur ce, le conférencier a orienté sa réflexion sur un certain nombre de préoccupations, lesquelles tournent autour de deux interrogations : "Comment se soustraire des distractions du pouvoir et ses alliés ? Comment nous focaliser sur les vrais enjeux de la prochaine élection présidentielle ?".

En guise de réponse à ce questionnement, Ondo Ossa estime que "pour nous soustraire des distractions du pouvoir et ses alliés, il convient d'éviter de nous complaire dans la dénonciation, de nous démarquer de tous les débats inopportuns". Avant de décliner sa position sur l'idée d'une candidature unique de l'opposition.

Selon l'orateur, la candidature unique n'est pas une panacée.



Photo: CNB

Le Pr Albert Ondo Ossa face à la presse

"Nous sommes passés par là en 2016 et le résultat nous le connaissons (...). Sans révéler les véritables dessous d'une telle proposition, je me limiterai à dire qu'il s'agit d'un piège de plus contre l'alternance".

Abordant par ailleurs l'épineux problème de la Françafrique, en réponse aux supposés partisans du discours anti-français, l'ancien ministre de l'Educa-

tion nationale et de l'Enseignement supérieur sous feu Omar Bongo Ondimba se pose un certain nombre de questions. Entre autres : "Est-ce la France qui détruit nos hôpitaux, nos écoles ? Dira-t-on que c'est elle qui nous empêche de construire et d'entretenir des routes et des écoles ou qui nomme des personnes incompétentes aux postes clés... ?"

Express

CONCERTATION POLITIQUE : LES RÉSERVES DE "GABON NOUVEAU"



Photo: SNN

LE candidat à l'élection présidentielle de 2023 et président du parti politique "Gabon nouveau", Mike Jocktane, s'est récemment exprimé sur les conclusions de la concertation politique lors d'un point de presse. Pour lui, ladite grand-messe ne s'est pas déroulée dans les formes. "En prenant connaissance des résolutions, j'éprouve le sentiment d'avoir été trahi par ceux qui prétendaient avoir comme motivation la défense des intérêts de la nation", a-t-il pesté. Parmi les résolutions issues de ladite rencontre, le président de "Gabon nouveau" relève, pour le déplorer, le retour à l'élection présidentielle à un tour. Ce qu'il trouve "scandaleux". Tout comme, estime-t-il, la nomination des sénateurs par le chef de l'État y compris ceux de l'opposition, est "un recul démocratique". Non sans se demander "laquelle des résolutions garantira des élections présidentielles aux lendemains apaisés ?".

LA SATISFACTION DU PRDG



Photo: SNN

LES adhérents du Parti pour le renouveau démocratique gabonais (PRDG) étaient dernièrement réunis à Libreville. Ayant pris part à la concertation politique du 13 au 23 février dernier, les membres de cette formation politique se sont réjouis du déroulement de ces assises. Non sans réaffirmer leur soutien à la politique du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Laquelle, selon eux, met en avant les priorités du Gabon, à savoir la paix, le développement économique et social. "Ali Bongo, dans sa vision politique, n'a exclu personne dans la contribution au développement du Gabon. Il nous a toujours démontré par des actes concrets qu'il est et demeure un homme de paix et de partage", a indiqué Gildas Lounda Ongoundou, président fondateur du PRDG. Revenant sur cette concertation politique, le leader du PRDG a salué la participation des acteurs politiques de la majorité et ceux de l'opposition. Cela avant de réitérer son engagement dans le processus d'organisation d'une élection transparente.

SNN & PMM

Élections à un tour : des économies budgétaires engrangées

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

L'ORGANISATION des élections à un tour permet de faire une économie de plusieurs milliards de francs. C'est ce qu'a déclaré, mardi lors d'une conférence de presse, Yves Fernand Manfoumbi. Le Porte-parole du gouvernement, ministre du Commerce et des PME, a abordé l'importante question du coût des élections au Gabon.

Face à la presse, il a d'abord répondu aux questions sur l'actualité notamment la tenue du "One Forest Summit" et ses enjeux pour le pays. Puis, il a abordé la question des dépenses effectuées par l'État durant les élections. "Les populations ont besoin d'avoir la bonne information", a-t-il lancé à l'entame. À l'issue de la concertation politique qui vient de se tenir entre les acteurs des deux bords, il a été convenu de l'organisation



Photo: AN

Yves Fernand Manfoumbi, le Porte-parole du gouvernement.

des élections à un tour et de l'harmonisation des mandats. Selon lui, l'élection à un tour permet de générer des économies qui peuvent permettre des investissements considérables au profit des populations. Pour exemple : les chiffres des élections combinées

de 2018 (locales/législatives) ont été évalués à 49 milliards. Soit 1/3 pour les locales et les 2/3 pour les deux tours des législatives, soit 28 milliards. Adhérer au principe de l'élection à un tour permet de dégager une marge d'économie de plus de 50 % soit 14 milliards. "En tenant compte de l'élection de 2016, si nous avons deux tours, c'est une autre élection que nous reprenons. Ce qui nous amène globalement environ à 92 milliards. Alors, se dispenser d'un second tour à la présidentielle nous fait une économie de 46 milliards. Ajoutée à une économie de 14 milliards pour les locales on obtient à peu près 60 milliards d'économie", a indiqué l'orateur.

Et de conclure : "L'apaisement des élections passe aussi par l'apaisement des électeurs à travers l'amélioration de leurs conditions de vie, la surveillance accrue de la mercuriale et la lutte contre la vie chère."